



Conseil National d'Action Sociale (CNAS)

Compte rendu

Ce jour, en présence du garde Sceaux, s'est tenu le Conseil National d'Action Sociale avec pour principal ordre du jour le Budget 2022 et sa répartition sur les différentes actions qui seront développées au cours de l'année en faveur des agents.

L'UNSa Justice avait préalablement fait connaître les priorités sur lesquelles, elle souhaitait voir l'effort budgétaire être porté, notamment vis-à-vis de l'augmentation de crédits d'environ 8 % portant le Budget à 28 millions d'euros.

Petite Enfance :

- Doublement de l'aide financière apportée aux familles exerçant en Horaires atypiques avec le doublement de l'aide individuelle du CESU H.A qui passe de 200 € à 400 €.
- Développement des places de crèches dans toutes les régions en s'appuyant tant sur le financement ministériel qu'interministériel.
- Lancement des travaux sur la création d'un réseau d'assistantes maternelles dédié aux personnels du ministère de la Justice.

Orphéopolis :

- Augmentation significative du nombre d'enfants pris en charge par Orphéopolis tant sur l'aspect financier que matériel, pour passer de 200 enfants en 2021 à 300 en 2022.

Restauration :

- Maintien de la subvention PIM sur les menus dits « allégés » dans le cadre du déploiement des marchés pénitentiaires « MGD21 ».

Sport :

- Augmentation significative du nombre de prises en charge forfaitaires des activités sportives des agents.
- Développement accru de manifestations sportives (rencontres de football inter-établissements pénitentiaires et services du ministère de la Justice, randonnées découvertes en métropole et en Outre-Mer, tournoi de badminton, tir, etc..).



Logement :

- Orientation favorable pour le déploiement du Prêt Bonifié Immobilier sur l'ensemble des régions afin de favoriser l'accession de la résidence principale des agents et mécaniquement développer une capitalisation par la « pierre ».
- Poursuite des réservations de logements sociaux à loyer modéré dans les zones tendues et zones de primo affectation.
- Création d'une garantie locative remplaçant les garants ou personnes caution.

Construction de Logements dédiés sur terrains du ministère de la Justice :

Après avoir effectué un état des lieux des emprises foncières disponibles en Ile de France recensant pas moins de 18 terrains inoccupés, le ministre a validé la création de deux structures d'hébergement pour les personnels.



Le premier projet se situera sur l'emprise foncière de Fleury-Mérogis afin de répondre aux besoins des primo- affectés avec notamment des surfaces d'hébergement permettant l'accueil de célibataires et de « jeunes agents ».

Dans les premières hypothèses ce pourrait être au moins 60 logements construits. Ces logements seraient disponibles fin 2023 ou début 2024.

Le deuxième sur l'emprise foncière de Savigny s/Orge qui serait destiné aux familles avec des logements de Types T2, T3 et T4 afin de favoriser l'installation des personnels dans la durée. Dans cette deuxième hypothèse ce pourrait être au moins 110 Logements construits.

L'UNSa Justice s'est félicitée de l'aboutissement de ce dossier qui a nécessité beaucoup d'énergie pour arriver à cette validation définitive par le garde des Sceaux.

Pour l'UNSa Justice, le modèle de développement doit se poursuivre sur les autres emprises foncières disponibles, notamment celles en première couronne parisienne ainsi que dans les zones tendues.

Face à cette déclinaison répondant à nos priorités adressées à la Secrétaire générale en fin d'année 2021, l'UNSa Justice a voté favorablement le budget d'action sociale 2022.

Lignes directrices de gestion (volet RH) :

L'UNSa Justice s'est vivement insurgée contre la volonté de l'administration de réformer l'organisation territoriale de l'action sociale de ce ministère avec pour objectif à peine voilé, de limiter le nombre d'instances et donc potentiellement de CRAS, en les réduisant de 36 à 13, voire 9. Cela aurait pour effet, de déconnecter l'action sociale de proximité au service des agents. Nous exigeons le retrait de ce point dans les objectifs du ministère !

Paris, le 11 Janvier 2022

Le Secrétaire général

Jean-François FORGET

L'UNSa Justice
l'action utile !